

Allemagne : comment vaincre le nouveau national-socialisme ?

jeudi 12 octobre 2017, par [GLEISS Thies](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2017).

La seule réponse possible aux succès de la droite, c'est une politique de gauche !

Sommaire

- [CDU, CSU, SPD, Verts : dérive](#)
- [Die Linke et la lutte contre](#)

Des dernières élections municipales et régionales allemandes se dégage un phénomène qui dépasse le reste en importance : les partis de droite, avec en tête le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD), mais pas lui seulement, ont vu leur audience augmenter dans des proportions telles que toutes les analyses parlent, à juste titre, d'une droitisation notable de la société allemande.

L'AfD, le NPD [1], ainsi que d'autres partis populistes de droite, ont réussi à mobiliser une fraction importante de l'électorat resté jusqu'ici abstentionniste. En 2016, à rebours de la tendance qui caractérisait toutes les élections précédentes (exception faite du cas particulier de 2011 après la catastrophe de Fukushima, ce qui a alors valu aux Verts un succès inespéré), la participation a nettement augmenté, d'environ 5 à 10 %. L'AfD a su exploiter avec succès la question des migrants pour mobiliser à fond son potentiel électoral.

Selon une analyse superficielle, malheureusement très répandue, la question des réfugiés et des migrants aurait fini par exacerber la crise continue de légitimité, de plus en plus aiguë depuis 1990, qui frappe les partis établis CDU [2], CSU [3], SPD [4], FDP [5] et Verts - souvent présentés globalement comme le Parti allemand de l'unité néolibérale [6]. Ou bien, comme on l'entend souvent dire dans les rangs de Die Linke : la question des réfugiés a été l'occasion de faire payer aux partis dominants la note pour leur politique d'austérité et de démantèlement social. Ou bien, sans fioritures : le vote pour l'AfD exprime une critique du gouvernement dont Die Linke doit saisir le côté positif. Un vote protestataire à teneur partiellement anticapitaliste.

C'est faux, et c'est dangereux : la politique, malheureusement, ne fonctionne pas de cette manière.

Du point de vue des partis de gouvernement actuels, le vote pour l'AfD représente bien sûr quelque chose comme un vote protestataire. Du point de vue de l'AfD, en revanche, il s'agit d'un vote sérieux qui a son sens propre, et en aucune manière une espèce d'avertissement solennel adressé à l'oligarchie d'en haut et dont les vrais motifs seraient à chercher ailleurs, voire un vote-sanction de brebis égarées n'ayant en fait que de bonnes intentions anticapitalistes.

Mais le soutien électoral à l'AfD n'est pas non plus une rupture avec la politique dominante. Il suffit d'examiner le programme et le discours public de l'AfD - ou les manifestations de type Pegida [7] ou autres qui y sont liées - pour constater immédiatement qu'ils ne sont rien d'autre qu'un concentré des objectifs néolibéraux, seulement pimenté d'un peu plus d'intransigeance : l'effort doit être récompensé, les valeurs familiales et les valeurs allemandes doivent être cultivées et renouvelées,

les paresseux et les parasites sociaux, marginalisés, les prestations sociales, réduites au minimum et conditionnées à un comportement positif, le capital honnête et productif doit être soutenu, et les intérêts allemands doivent jouir d'une priorité absolue. Les « soixante-huitards crapoteux » (c'est le langage de l'AfD) sont l'ennemi principal d'une politique cohérente, qui a miné de l'intérieur et défiguré tous les vieux partis.

Il n'y a que sur la question de l'Union européenne que l'AfD défend des positions restées jusqu'ici minoritaires dans les forces politiques représentant le capital allemand. Sur tous les autres sujets, l'AfD est immédiatement compatible avec la CDU-CSU, avec le SPD et la majorité des Verts. On retrouve des prises de position analogues dans tous les autres partis, du socialiste Duda à Duisburg à Palmer, maire Vert de Tübingen, en passant par Thilo Sarrazin (SPD) et les éléphants de la CSU. La seule différence, c'est que l'AfD se présente comme une force intacte qui n'a besoin de ménager personne, et qu'elle veut que la politique émane directement du pouvoir exécutif et de l'administration, pour ne pas dire d'un dirigeant central en chef. Un État réduit, mais fort, doit veiller au maintien du cadre d'une pure économie de marché, le lien social étant fourni par un nationalisme vaseux assaisonné de racisme ethnique.

Nous avons donc affaire à une mobilisation nationaliste de droite classique, et on peut, si l'on veut, parler de « pré-fascisme ». Elle est alimentée par les divisions et l'usure des partis établis et l'échec de la construction de l'Union européenne, leur orientation politique centrale, et elle se sert sans inhibition aucune des germes semés depuis des années par ces partis établis dans le domaine de la politique sociale et de la politique éducative. Avec l'échec de l'UE, le capital allemand voit partir en fumée son projet le plus important, et peut-être le seul sur lequel il comptait pour faire vivre aussi dans l'ensemble du pays une espérance liée à de nouvelles perspectives de prospérité. Mais en lieu et place d'espérance, l'UE est devenue une menace monstrueuse et bureaucratique. Et quand un gouvernement bourgeois n'a plus ni projet ni espérance à proposer, il se décompose, et sur ses débris se mettent à s'agiter, dans les bas-fonds de sa propre politique, les braillards malpropres, vulgaires et débiles. Voilà le spectacle amer auquel nous assistons aujourd'hui, en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, et ailleurs.

En même temps, cette déroute de l'UE exploitée par le flanc droit signifie résurgence du nationalisme et tapage autour de l'État national, des tendances que l'UE n'a jamais pu neutraliser du fait que, dès ses origines, elle n'a jamais été qu'un pacte entre patrons et une union marchande.

Quand l'espérance disparaît, ce qui reste, c'est un terrain propice à une mobilisation politique de la peur - voilà, en résumé, la recette qui fait le succès de l'AfD.

L'essor de la droite extrême est inséparable des politiques menées par les gouvernements, que celles-ci aient été mises en œuvre par une coalition « rouge-verte », « noire-jaune » ou « noire-rouge » [8]. Une politique de redistribution vers le haut et d'appui intransigeant aux intérêts et aux profits des riches, polarise les mentalités elles aussi. Les droites se constituent au milieu de la société. L'AfD et la racaille de Pegida, Hogesa [9], quel que soit le nom qu'ils se donnent, sont le fait de membres des couches moyennes travaillées par l'angoisse de la déchéance et de la paupérisation et à la recherche de boucs émissaires - lesquels peuvent être ciblés, soit parmi les migrants musulmans, soit parmi les victimes des guerres qui ravagent d'autres continents, soit parmi les chômeurs, les minorités sexuelles ou même les handicapés de leur propre pays. Ces segments de la société voient d'un côté l'envol d'une richesse obscène, et de l'autre un gouffre de plus en plus profond de pauvreté et de précarisation. La route vers le haut est barrée, ils se sentent frustrés, n'ayant bénéficié d'aucune retombée de la prospérité économique. Et en même temps, l'angoisse de tomber plus bas se fait de plus en plus concrète : on leur en montre de nombreux exemples dans la famille, chez les amis, dans le voisinage - même si, souvent, ils n'en savent que ce qu'on leur raconte.

Malheureusement, les droites extrêmes réussissent actuellement fort bien à séduire des secteurs significatifs de la classe ouvrière, surtout parmi les jeunes électeurs et les primo-électeurs, et à leur servir leur discours primitif contre les boucs émissaires.

Le poids organisationnel de l'AfD, ce ne sont pas seulement ses 27 000 adhérents, ce sont aussi les multiples actions de rue d'une racaille nationaliste d'extrême droite et les agressions physiques qui ont lieu à cette occasion contre les réfugiés, les gens de gauche, les sans-abris, ceux qui pensent différemment, les homosexuels et les handicapés.

Même chez les salariés syndiqués, donc dans le secteur le moins précarisé de la classe ouvrière, l'AfD aurait mobilisé 13 % des électeurs. Cela n'a rien à voir avec une révolte contre les partis de gouvernement, c'est bien plutôt l'effet d'un désenchantement, leur fidélité dépolitisée et dépolitisante à ces partis n'ayant pas été payée d'une juste récompense.

Le cœur de la politique telle que l'entendent l'AfD et ses partisans, ce n'est donc pas une critique de la politique gouvernementale, mais bien plutôt le désir que celle-ci s'applique, mais avec plus de brutalité.

CDU, CSU, SPD, Verts : dérive générale vers la droite

Ce n'est donc pas un hasard si CDU, CSU, Verts et FDP - tout en se livrant à la phraséologie et au travail de deuil propres à toute situation de recul électoral - ne connaissent dans la pratique qu'une seule ligne d'action : il faut assécher le terrain où prospère l'AfD en exécutant de façon encore plus systématique le sale travail de fermeture de l'Europe aux réfugiés et le rejet sans merci dans les marges sociales des pauvres et des faibles. Ils ne se contentent plus de parler de seuils maximaux et de limitation des capacités d'accueil, ils les instaurent. Le schéma est bien connu depuis des années, avec les restrictions au droit d'asile : « pour éviter le pire », il faut faire des concessions à l'AfD. Entre-temps, CDU et CSU ont pratiquement convenu de mettre essentiellement l'accent sur les thèmes de la « sécurité intérieure » et de « l'État fort » lors des élections de 2017, en particulier aux élections nationales au Bundestag en automne. Ils lancent, dans le climat créé par les « attentats islamistes » (quels que soient par ailleurs leurs auteurs et leurs instigateurs), une campagne électorale jouant sur la peur.

Les campagnes de ce type sont toujours d'un emploi délicat pour la classe dominante. Ses agents politiques doivent alors sillonner les marchés et courir les talk-shows pour faire savoir au peuple que la situation est grosse d'insécurité et de dangers. Grand est alors le risque de confirmer les thèses de l'extrême droite. Mais le parti chrétien-démocrate et le parti chrétien-social font le calcul que, l'influence de l'AfD étant encore réduite, leur propre campagne sur l'insécurité et la peur montrera aux électeurs de l'AfD que sur ces questions, ce sont eux les plus compétents. Le pari peut être gagné (cela a déjà fonctionné à d'autres occasions où la droite extrême avait décollé), mais, avec des sondages qui donnent jusqu'à 20 % à l'AfD, ce peut être aussi rapidement l'inverse qui se produise et que les électeurs préfèrent en encore plus grand nombre l'original à la copie.

La descente aux enfers du SPD se poursuit inexorablement. Amorcée il y aura bientôt soixante ans avec le programme de Godesberg [10], elle l'a ensuite fait passer, de parti populaire de gauche, à parti bourgeois lambda ne visant que les prébendes de la participation gouvernementale, et prêt à payer n'importe quel prix pour être adoubé fondé de pouvoir du capital. Les dernières élections concernaient un bon cinquième du corps électoral du pays. Le SPD n'a pas réussi à sortir du ghetto de 20 % des suffrages. Le plongeon a eu lieu il y a maintenant plus de douze ans, avec les réformes Hartz IV et l'agenda 2010 [11]. Mais depuis, les instances de direction sont restées les mêmes, alors que près de la moitié des membres du SPD a adhéré après 2004, optant donc délibérément pour un

parti bourgeois champion des réformes Hartz IV. Le SPD n'a plus aucune idée en matière sociale et continue à détruire les systèmes de sécurité sociale au lieu de revenir sur ses « réformes » dévastatrices.

Du côté du capital, dont le SPD aimerait tellement conduire les affaires, on a depuis longtemps quitté la route du « partenariat social » et de la distribution d'au moins quelques miettes en direction des classes subalternes. Mais sans politique d'intégration de ce genre, il n'y a pas d'espace pour une politique social-démocrate.

Or le SPD s'est jusqu'ici refusé à faire le minimum de ce qu'il aurait pu faire pour ranimer un peu d'esprit social-démocrate : remplacer les équipes de direction responsables de cette politique catastrophique. Il tente pourtant ces derniers temps d'apporter un correctif en trompe-l'œil en recourant à la candidature comme tête de liste de Martin Schulz, censé venir « de l'extérieur » et n'avoir aucune responsabilité dans une politique qui va à contre-courant de sa rhétorique sociale. Un petit frémissement de l'ordre de 5 à 10 points en est résulté dans les sondages. Reste à voir si ce « miracle démoscopique » sera durable. Si le SPD marche dans le piège tendu par la CDU et la CSU et fait de la peur et de la « sécurité intérieure » les axes de sa campagne, il perdra à coup sûr. Quelques signes semblent indiquer que c'est bien ainsi que les choses vont se passer, car à côté de Martin Schulz, on ne voit que des responsables social-démocrates n'ayant, en matière de justice sociale, fait qu'un travail de démolisseurs, et qui se mettront à coup sûr en travers s'il s'avisait de faire ce qu'il devrait faire pour gagner des voix dans la durée, c'est-à-dire de proclamer que l'agenda 2010, avec tous les dégâts qui s'ensuivent, était une faute et qu'il faut abroger tout cela.

Ce qui est patent, c'est que Martin Schulz emballe sa nouvelle démagogie sociale dans des termes qui laissent ouverte la possibilité d'un virage à droite. L'évocation, dans tous ses discours, des « gens durs à la tâche et respectueux des règles », est parfaitement compatible avec le pré-fascisme de l'AfD.

Die Linke et la lutte contre la droite

Pas plus qu'en 2007-2009, lors de la grande crise mondiale financière et économique, Die Linke ne parvient pas aujourd'hui à se saisir de la profonde crise du capitalisme pour dresser l'inventaire politique de ce système et lui régler globalement son compte. Die Linke ne se profile pas comme « opposition socialiste systématique », alors que cette position est inscrite et revendiquée dans son programme fondamental. Il y a dans le parti – et pas seulement à l'aile droite, qui trouve le programme de fondation d'Erfurt déjà beaucoup trop à gauche – des forces politiques et des dirigeants importants qui sont pris de timidité précisément au moment où la période exigerait, non des correctifs au système, mais une critique sans concession. Une partie importante de Die Linke n'arrive pas à se défaire de l'espoir que le capitalisme veuille bien se remettre sur ses pieds par ses propres forces, pour que devienne alors possible une nouvelle politique de redistribution social-démocrate de gauche. Or cela est totalement exclu.

La vague migratoire mondiale et sa concentration sur l'Allemagne ont remis avec encore plus de force à l'ordre du jour la nécessité d'une solution socialiste alternative au système. Les guerres de réorganisation du monde, les États faillis en raison de ces guerres, la destruction de l'environnement et le libre-échange qui ruine des économies entières, tout cela ne constitue pas des accidents ou des erreurs politiques, c'est l'aboutissement systématique du mode de production capitaliste. Qui, à part Die Linke, pouvait se saisir de cette thématique et mettre à l'ordre du jour les revendications politiques qui en découlent :

- pour un nouvel ordre économique mondial socialiste ;

- pour l'arrêt immédiat des interventions militaires et des livraisons d'armes qui les nourrissent ;
- pour une redistribution mondiale radicale en faveur des pays pauvres, au moins à hauteur des milliards actuellement investis dans le business de la guerre ;
- pour un nouvel internationalisme socialiste comme alternative aux remugles nationalistes et racistes ;
- pour un accueil digne de tous les réfugiés et l'arrêt des expulsions ;
- pour une immigration organisée et pour que cesse l'hécatombe en Méditerranée et sur ses rives.

Pour les réfugiés, l'entrée en Allemagne et en Europe est un droit, il est totalement légitime d'exiger que leur soit rendue ici ne serait-ce qu'une fraction de ce dont l'ordre capitaliste mondial les a dépouillés. Ce système économique est meurtrier, le pape lui-même l'a déclaré, et nous devons accorder protection à tous ceux qui sont menacés. Il existe en Allemagne de multiples amorces d'un mouvement politique qui travaille à donner aux réfugiés une conscience politique de cet ordre - mais malheureusement, Die Linke n'est pas particulièrement impliquée dans cette activité concrète de mise en forme d'un nouvel internationalisme.

Au lieu de cela, Die Linke n'est pas sortie du carcan des prétendues contraintes objectives ; beaucoup de militants, et même des dirigeants, se sont laissés complètement piéger par la logique capitaliste d'une prétendue « crise migratoire ». Lorsqu'il s'agit de résister au chantage exercé à l'encontre de la population grecque, il est parfaitement juste d'opposer une politique de protection nationale, la souveraineté monétaire et le contrôle des capitaux, aux déficits de l'UE capitaliste, mais dans le cas des migrations de réfugiés, l'option nationale est dévastatrice, non seulement dans les propos publics, mais aussi dans la politique pratique, elle lève tous les barrages à la progression de la droite extrême et des racistes.

Il n'y a pas de « problème des réfugiés », pas de « crise des réfugiés ». Et pourtant, il y a des dirigeants de Die Linke qui ne cessent de reprendre à leur compte les pires des expressions comme « respect des lois de l'hospitalité », « seuil de tolérance », « seuil critique », pour leur donner une justification de gauche.

Même les syndicats du DGB [12], qui sont pourtant en règle générale plus réservés, ont été, sous ce rapport, plus avisés que nombre de militants de Die Linke dans les dernières semaines. Ils ont tout simplement constaté que « l'Allemagne » pouvait bien entendu accueillir humainement tous les réfugiés. Il n'est même pas nécessaire de recourir à des mesures de redistribution à moyen terme, par exemple en levant un impôt sur les millionnaires, comme le demande Die Linke. Les fonds sont immédiatement disponibles. Les milliards du matelas que la maison Schäuble possède actuellement suffiraient à eux tout seuls dans tous les cas.

Die Linke participe actuellement à divers gouvernements, c'est de ses rangs que vient le ministre-président de Thuringe. Il est honteux que ces positions ne soient pas utilisées pour donner l'exemple d'une autre politique vis-à-vis des réfugiés, sans reconduites à la frontière, sans camps de regroupement, sans plier le genou devant le tabou de l'endettement ni reculer devant une prétendue pression d'électeurs de l'AfD. Il arrive que la « question systémique » arrive tout soudainement à l'ordre du jour même dans les ministères et les chancelleries - le mouvement des réfugiés est un de ces cas-là.

La première urgence pour s'opposer au brusque glissement à droite en Allemagne et en Europe, c'est de corriger le style de nombre de représentants de Die Linke dans leurs interventions publiques et le cours suivi par nombre de fédérations locales dans la question des réfugiés.

Die Linke devrait en même temps prendre sa place pour construire de larges coalitions unitaires contre l'AfD et ses manifestations. C'est dans le cadre de ces coalitions que peut et que devrait se discuter la question de savoir si cela doit toujours et dans toutes les conditions se traduire par des batailles de rue destinées à empêcher les défilés de la droite extrême. Il est probablement impossible de mobiliser toutes les forces nécessaires s'il n'y a pas ce genre d'actions de blocus. Mais le plus important, c'est que Die Linke soit présente en tant que force politique autonome dotée d'un programme visible et audible de revendications sociales et politiques. Die Linke devrait bien entendu inviter le SPD et les Verts à se joindre à cette mobilisation concrète contre la droite extrême - comme cela se fait du reste depuis longtemps dans beaucoup de villes et de communes. Le fait qu'on continue à bavarder de coalitions gouvernementales avec le SPD et les Verts ne facilite pas les choses, c'est bien plutôt le contraire. En aucun cas, évidemment, cette option gouvernementale n'est une condition pour des alliances unitaires contre la droite extrême et les racistes.

On ne peut répondre à une campagne de la droite extrême jouant sur les peurs, comme à une campagne sécuritaire officielle du gouvernement, qu'avec une campagne de gauche portant une espérance. Et il n'y a d'espérance que liée à de grands objectifs politiques, justice sociale, solidarité et socialisme, à un « plus » face au « moins » d'aujourd'hui. Ils doivent être développés et explicités. Ainsi, seront replacées dans la perspective, indispensable aujourd'hui, d'une nouvelle société de l'avenir, les revendications quotidiennes d'augmentation des salaires et des retraites, de diminution des loyers et de réduction du temps de travail.

Thies Gleiss, 26 février 2017

P.-S.

*

<http://www.inprecor.fr/article-Allemagne-Comment%20vaincre%20le%20nouveau%20national-socialisme%20%20?id=2013>

* Thies Gleiss est membre de la direction nationale de Die Linke et de l'équipe d'animation de la Gauche Anticapitaliste, un des courants internes de Die Linke, militant de l'ISO (Organisation socialiste internationale, section allemande de la IV^e Internationale). Cet article a été publié sur le site de l'ISO (<http://intersoz.org/>). Traduit de l'allemand par Gérard Billy.

Notes

[1] NPD : Parti national-démocrate d'Allemagne (néo-nazi).

[2] CDU : Union chrétienne-démocrate (le parti d'Angela Merkel).

[3] CSU : Union chrétienne sociale, branche bavaroise de la CDU

[4] SPD : Parti social-démocrate allemand.

[5] FDP : Parti démocrate libéral.

[6] Détournement du nom du parti au pouvoir en RDA jusqu'en 1989, le Parti allemand de l'unité

socialiste (SED).

[7] « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident ».

[8] « rouge-vert » : SPD + Verts ; « noire-jaune » : CDU/CSU + FDP ; « noire-rouge » : CDU/CSU + SPD (l'actuel gouvernement fédéral).

[9] « Hooligans contre salafistes ».

[10] Abandon de toute référence programmatique au marxisme et à la lutte des classes.

[11] Réformes détériorant considérablement la situation des chômeurs et des salariés, engagées sous la direction du chancelier Gerhard Schröder (SPD).

[12] Fédération allemande des syndicats, plus ou moins liés à la social-démocratie, voire à la démocratie-chrétienne.